



CDAS DU 02/07/2024

DECLARATION LIMINAIRE

A quelques jours d'un scrutin majeur pour la gouvernance de la France, la CGT Finances aurait pu s'abstenir de participer à cette instance tant l'avenir est incertain.

Pourtant, nous avons choisi de siéger pour défendre l'action sociale et dire notre inquiétude quant à son avenir !

Alors que le Rassemblement National est aux portes du pouvoir en ce mardi 2 juillet, il est nécessaire de rappeler que ce parti est aux antipodes de nos valeurs et du progrès social.

La désespérance d'une partie des citoyens a nourri ce vote, et amené cette formation, en première place aux élections européennes, puis aux législatives du 30/06, en partie à cause de la destruction des droits des salariés et de la protection sociale, en partie à cause de la disparition des services publics dans nombre de territoires et globalement en lien avec les politiques libérales menées ces dernières années.

C'est avec une énorme colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années.

En banalisant, en reprenant ses thèses, en menant avec le patronat, une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite, en décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines à la veille des Jeux Olympiques et après les premiers départs en vacances, le président de la République joue, avec le feu.

Et « en même temps », le niveau de vie se dégrade et il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois.

L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires et beaucoup d'entreprises ont augmenté leurs prix sans augmenter les salaires.

Le Gouvernement répond à cette situation en brutalisant de nouveau les salariés :

- nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage, réforme qu'il « suspend » 3 heures après la diffusion des résultats,
- coupes budgétaires massives dans les services publics,
- passage en force sur les accords de libre-échange, etc,

L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales.

Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent comme jamais. En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! C'est là que l'on retrouve la dégradation de nos conditions de vie, de notre système de santé, de l'école publique, du financement de nos retraites...

Il faut que cela s'arrête !

Ni recul social, ni banalisation du racisme et de la xénophobie.

La CGT Finances Publiques, le clame haut et fort : une autre voie est possible ! Une voie qui doit répondre aux exigences sociales, comme en 1936 lorsque les salariés avec la CGT ont gagné les congés payés quand les plus favorisés clamaient à l'utopie de la revendication !

Comme la CGT le porte depuis des années, nous espérons très bientôt :

- L'indexation de tous les salaires sur l'inflation
- L'augmentation du Smic à 1600 € net (soit 2000 € brut), tous les salaires et les pensions de retraite
- L'annulation de la retraite à 64 ans et le retour d'un départ à 60 ans
- Des services publics partout pour toutes et tous et des moyens pour l'école et l'accès à la santé
- Réindustrialisation du pays et réponse aux enjeux climatiques
- Abrogation pure et simple de la réforme de l'assurance chômage,
- Prise en compte enfin de la parole des salarié-es en restaurant notamment les prérogatives dévolues aux CAP au sein de nos administrations,

Au-delà de ce contexte national particulièrement inquiétant, la CGT Finances n'oublie pas l'importance des récentes décisions venant impacter l'action sociale au sein de notre ministère : des réformes, toujours des réformes, encore des réformes, mais sans le budget approprié !

Après le déploiement d'une nouvelle organisation régionale, la CGT Finances dénonce la création d'une nouvelle structure supplémentaire : la fédération Action Sociale Finances née lors d'une assemblée générale le 23 mai dernier et appelle plutôt à un renforcement du budget de l'action sociale !

Depuis le début de cette année, l'organisation des actions locales est encadrée par l'application de marchés publics régionaux.

La CGT Finances Publiques dénonce un manque de logique budgétaire où les prix pratiqués par les titulaires de marchés seront probablement plus coûteux que si l'on appliquait les prix de la libre concurrence ! Quelle en est la logique à l'heure où toute dépense publique est scrupuleusement examinée à la loupe ?

Monsieur le Président, comme vous le savez, en application de l'article 13 de l'arrêté du 15 janvier 2022 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale, l'instance que vous présidez organise et anime l'ensemble de l'action sociale dans le département. Elle peut formuler des propositions tendant à un meilleur fonctionnement de l'action sociale, propositions qui sont soumises à l'examen du conseil national.

Aussi, la CGT Finances 33 suggère, en application de cette disposition, que cette instance soumette au Conseil National de l'action sociale les propositions suivantes :

- la remise en cause par tout moyen de droit, de ces marchés publics régionaux pour l'avenir
- une hausse des crédits d'actions locales qui tienne compte des prix pratiqués par ces marchés publics,
- La CGT Finances tient à rappeler, comme elle le fait à chaque instance depuis des mois, l'insuffisance de la valeur faciale du ticket restaurant ,
- pour les retraités le droit aux chèques vacances, en abrogeant la circulaire du 25 juillet 2023,

- Enfin, elle réitère , avec force, et une fois de plus, la nécessité et le besoin urgent en termes de ressources humaines dévolues à la délégation de l'action sociale girondine.

Pour finir comme elle avait commencé cette déclaration, la CGT Finances Publiques appelle à faire barrage au Rassemblement National, parti aux antipodes de nos valeurs et de nos revendications sociales : le partage des richesses, une protection sociale financée par les solidarités et un service public renforcé et re-humanisé.